

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2013 B 02460

Numéro SIREN : 493 094 445

Nom ou dénomination : 5 STRATEGIES

Ce dépôt a été enregistré le 06/01/2021 sous le numéro de dépôt 397

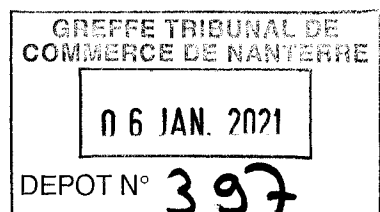
5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €

Siège social : 22/24, rue du Président WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

RCS 493 094 445 RCS NANTERRE



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

ASSEMBLEE GENERALE DU 30 SEPTEMBRE 2020



KRESTON CONSEIL
2, rue Meissonier
75017 PARIS



GCIC
15, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

KRESTON CONSEIL

2, rue Meissonier
75017 PARIS

GCIC

15, avenue Victor Hugo
75116 PARIS

5 STRATEGIES

Société par actions simplifiée au capital de 951 260 €

Siège social : 22/24 , rue du Président WILSON

92300 LEVALLOIS PERRET

RCS 493 094 445 RCS NANTERRE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

ASSEMBLEE GENERALE DU 30 SEPTEMBRE 2020

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société 5 STRATEGIES SAS relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés le 15 juin 2020 par votre Président sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte de crise sanitaire liée au Covid 19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

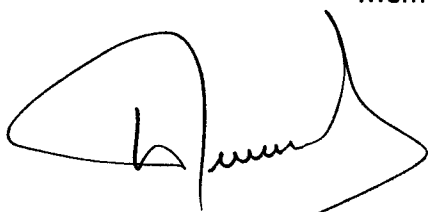
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à Paris, le 11 septembre 2020

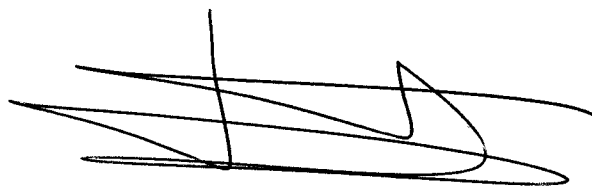
KRESTON CONSEIL

GCIC

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left and a series of smaller, connected strokes on the right.

Jean-Louis DECOUCHE

A complex, handwritten signature in black ink, characterized by multiple overlapping horizontal and diagonal strokes that create a dense, layered appearance.

Nicolas BRULAT

5 STRATEGIES

Annexe au Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 Décembre 2019

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif en EUR	31/12/2019	31/12/2018
Ecart d'acquisition	789 467	964 903
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	33 751	83 523
Immobilisations corporelles	155 744	163 989
Immobilisations financières	56 647	43 083
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	246 142	290 595
Stocks et en-cours		
Créances clients et comptes rattachés	40 704 510	27 890 355
Actifs d'impôts différés	54 066	35 504
Autres créances	5 100 841	6 609 752
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	4 873 273	4 586 516
Actif circulant	50 732 690	39 122 127
Comptes de régularisation	10 399 240	5 766 985
Total Actif	62 167 539	46 144 610
Passif	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	951 260	951 260
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	10
Ecart de réévaluation		
Réserves	4 167 997	4 084 676
Résultat Groupe	10 340	55 742
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	5 129 607	5 091 688
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	465 202	140 720
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 865 430	11 671 126
Dettes fiscales et sociales	877 175	931 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	721 097	496 486
Dettes	13 463 702	13 098 671
Comptes de régularisation	43 109 028	27 813 531
Total Passif	62 167 539	46 144 610



Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises		
Production vendue	189 183 648	179 175 717
Chiffre d'affaires	189 183 648	179 175 717
Production stockée		
Subventions d'exploitation		4 883
Reprises sur provisions	101 416	46 002
Autres produits	39 140	27 079
Produits d'exploitation	140 556	77 964
Achats et variations de stocks		
Autres achats et charges externes	182 195 312	172 707 330
Impôts et taxes	203 258	219 242
Charges de personnel	6 094 350	5 521 243
Dotations aux amortissements des immobilisations	125 301	105 060
Dotations aux provisions pour risques et charges	344 305	34 022
Autres provisions et charges d'exploitation	107 968	8 636
Charges d'exploitation	189 070 494	178 595 533
Résultat d'exploitation	253 710	658 148
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	42 839	29 012
Charges financières	16 471	27 949
Résultat financier	26 368	1 063
Résultat courant avant impôt	280 078	659 211
Produits exceptionnels	142 249	2 118 410
Charges exceptionnelles	157 007	2 506 301
Résultat exceptionnel	-14 758	-387 891
Impôt sur le résultat	79 544	40 142
Résultat des sociétés intégrées	185 776	231 178
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	175 436	175 436
Résultat d'ensemble consolidé	10 340	55 742
Résultat groupe	10 340	55 742
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	0	1
Résultat dilué par action	0	1



Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	10 340	55 742
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	617 463	-1 814 765
Variation des impôts différés	-10 806	-3 496
Plus-values de cession, nettes d'impôt		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	616 997	-1 762 519
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-276 972	-1 522 541
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	340 025	-3 285 060
Acquisition d'immobilisations	-89 839	-4 393 878
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	8 991	6 354 794
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-80 848	1 960 916
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		
Incidence des variations de cours des devises	27 579	
Variations de trésorerie	286 756	-1 324 144
Trésorerie d'ouverture	4 586 516	5 910 660
Trésorerie de clôture	4 873 273	4 586 516





3. Principaux événements de l'exercice

L'exercice présenté est d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

L'exercice précédent était d'une durée identique.

La société est confrontée depuis le 15 mars 2020 à l'épidémie de COVID-19 qui touche la France et plus particulièrement aux mesures de confinement mises en place par le gouvernement français pour endiguer sa progression.

Ces mesures de confinement ont entraîné un arrêt brutal d'une partie de l'activité du fait de la suspension des vols internationaux et des restrictions de déplacements en France.

La société a mis en place toutes les mesures nécessaires afin de préserver tout d'abord la santé de ses salariés ainsi que sa santé financière. Les mesures immédiates suivantes ont ainsi été prises :

- Mise en place du télétravail dans tous les cas où cela est possible ;
- Mise en place d'un chômage partiel différencié par catégorie de personnel ;
- Souscription à un prêt garanti par l'Etat (PGE) à hauteur de 7 M€
- Report du paiement des charges sociales et de certains impôts dans le cadre des dispositifs mis en place pour les entreprises en France.

D'autres mesures pourraient suivre au cas où la crise perdurerait avec notamment (i) la recherche de reports de paiements avec nos principaux partenaires commerciaux et/ou (ii) l'obtention de facilités de trésorerie à court terme avec nos partenaires financiers / bancaires.

A la date d'arrêté des comptes, la société n'est pas en mesure de chiffrer précisément l'impact de la pandémie sur ses performances pour l'année 2020.

Sur la base du scénario de reprise d'activité sur juin 2020, d'un redémarrage progressif et compte tenu de l'obtention du PGE, les prévisions de flux de trésorerie projetés d'ici à fin décembre 2020 ne font pas apparaître d'insuffisances de trésorerie qui ne sauraient être résolues.

Dans ce contexte de crise COVID-19 et sur la base des éléments décrits ci avant, nous n'anticipons pas de sujet de continuité d'exploitation.



5. Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France. En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents. L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2019 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique. La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.



6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2019 :

Liste des entités consolidées

Périmètre : 5STRATEGIES			31/12/2019		31/12/2018	
Entités	Forme	SIRET	Méthode	%	Méthode	%
5S – 5 STRATEGIES	SAS		IG	100.00	IG	100.00
TN1 – THALASSO N°1	SAS		IG	100.00	IG	100.00

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur l'exercice 2019.

7. Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecarts d'acquisition » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué. Dans le Groupe, la durée d'amortissement des écarts d'acquisition amortis est comprise entre 10 et 20 ans, elle est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique ;
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti (c'est le cas notamment des écarts d'acquisitions représentatifs des fonds commerciaux – juridiquement protégés – non amortis dans les comptes sociaux) ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies, c'est-à-dire dans le cas du Groupe, au niveau des secteurs d'activité de chaque pays dans lequel le Groupe exerce ses activités. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.



8. Règles et méthodes comptables

8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'oeuvre..) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés à l'actif lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

8.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

8.3. Créances clients et autres créances

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

8.4. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

8.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est



constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

8.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Engagements de retraite

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agence et voyages.

8.8. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

Ils peuvent comprendre par exemple :

- les plus-values ou moins-values de cession - ou les dépréciations - importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits d'exploitation tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

8.09. Application des méthodes préférentielles

Le Groupe applique, le cas échéant, toutes les méthodes préférentielles énoncées au § 300 du règlement CRC no 99-02.

8.10. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.



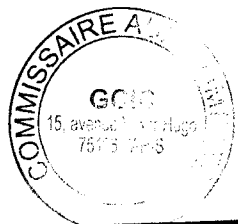
9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Débitrice	Valeur brute	Amortissement			Valeur nette
		Début exercice	Dépréciation nette	Fin exercice	
Entreprise imputée:	TN1				
SS	1 754 366	789 463	175 436	964 899	789 467
TOTAL	1 754 366	789 463	175 436	964 899	789 467

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.



10. Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	1 754 366					1 754 366
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	288 934					288 934
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	169 628	2 138				171 766
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles brutes	458 562	2 138				460 700

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	789 463	175 436				964 899
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	216 373	42 807				259 180
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	158 666	9 103				167 769
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	375 039	51 910				426 949

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	964 903	-175 436				789 467
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	72 561	-42 807				29 754
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	10 962	-6 965				3 997
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	83 523	-49 772				33 751



Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	455 141	65 146				520 287
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	455 141	65 146				520 287

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	291 152	73 391				364 543
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	291 152	73 391				364 543

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	163 989	-8 245				155 744
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	163 989	-8 245				155 744



11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Immobilisations financières

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	43 083	22 555	8 991			56 647
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	43 083	22 555	8 991			56 647

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	43 083	22 555	8 991			56 647
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	43 083	22 555	8 991			56 647

Toutes les créances immobilisées ont une échéance supérieure à un an.



12. Clients et comptes rattachés, autres créances

Créances

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	27 963 191	12 803 355	-62 036			40 704 510
Actifs d'impôts différés	35 504	18 562				54 066
Autres créances	6 609 752	361 798	-1 870 709			5 100 841
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs brutes	34 608 447	13 183 715	-1 932 745			45 859 417

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	72 836		-72 836			
Actifs d'impôts différés						
Autres créances						
Capital souscrit, appelé et non versé						
Provisions	72 836		-72 836			

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	27 890 355	12 803 355	10 800			40 704 510
Actifs d'impôts différés	35 504	18 562				54 066
Autres créances	6 609 752	361 798	-1 870 709			5 100 841
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs nettes	34 535 611	13 183 715	-1 859 909			45 859 417

13. Comptes de régularisation

Détail des comptes de régularisation

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS		
Charges constatées d'avance		
Autres charges constatées d'avance non détaillées	10 399 240	5 766 985
TOTAL	10 399 240	5 766 985
COMPTES DE REGULARISATION PASSIFS		
Produits constatés d'avance		
Autres produits constatés d'avance non détaillés	43 109 027	27 813 531
TOTAL	43 109 027	27 813 531



14. Variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2						
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves						
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			55 742		55 742	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	951 260	4 084 686	55 742		5 091 688	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		55 742	-55 742			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			10 340		10 340	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		27 579			27 579	
Capitaux propres N	951 260	4 168 007	10 340		5 129 607	



15. Provisions

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTE											
Provisions pour risques			16 468	44 047							-27 579
Provisions pour charges	126 800		344 305								471 105
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	126 800		360 773	44 047							443 526
Provisions sur frais d'établissement											
Prov. sur frais de recherche et développement											
Prov. sur conss, brevets et droits similaires											
Provisions dépréciation droit au bail											
Provisions dépréciation fond commercial											
Provisions sur autres immo. Incorporelles											
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours											
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES											
Provisions sur terrains											
Provisions sur terrains en crédit bail											
Provisions sur constructions											
Provisions sur constructions en crédit bail											
Provisions sur immobilisations corporelles en cours											
PROV. SUR IMMO CORPORELLES											
Provisions sur titres de participation											
Prov. pour cess.actifs nets en cours											
Provisions sur titres mis en équivalence											
Provisions sur créances rattachées											
Provisions sur autres titres immobilisés											
Provisions sur prêts											
Provisions sur autres immobilis. financières											
PROV. SUR IMMO FINANCIERES											
Provisions sur stocks matières premières											
Provisions sur en cours de biens											
Provisions sur en cours de services											
Provisions sur stocks produits finis											
Provisions sur stocks marchandises											
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS											
Prov. sur avances et aptes versés sur ordres											
Provisions sur comptes clients	72 836			72 836							
Provision dépréciation clients douteux											
Provisions sur autres créances											
Provisions charges constatées avan.											
Prov. sur valeurs mobilières de placement											
Provisions sur actions propres											
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	72 836			72 836							
TOTAL GENERAL	199 636		360 773	116 883							443 526



Complément provisions

Détail du poste ' Autres Provisions Réglementées '
--

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Créations	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions gisements miniers, pétroliers											
Provisions pour investissement											
Provisions pour hausse des prix											
Provisions pour fluctuation des cours											
Amortissements dérogatoires											
Implantations étrangères avant 01/01/92											
Implantations étrangères après 01/01/92											
Provisions pour prêts d'installation											
Autres provisions réglementées											
AUTRES PROV. REGLEMENTEES											

Détail du poste ' Provisions pour Risques & Charges '

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions,	Variation de périmètre	Variation du taux de	Autres mouvements	Clôture
Provisions pour litiges											
Prov. pour garanties données aux clients											
Provisions pour pertes sur marchés à terme											
Provisions pour amendes et pénalités											
Provisions pour pertes de change											
Autres provisions pour risques			16 468	44 047							
PROVISIONS POUR RISQUES			16 468	44 047							-27 579
Prov. pour pensions, obligations similaires											
Provisions pour impôts											
Provisions pour renouvellement des immobilisations											
Provisions pour grosses réparations											
Prov. charges soc. fisc. sur congés à payer											
Autres provisions pour charges	126 800		344 305								
PROVISIONS POUR CHARGES	126 800		344 305								471 105

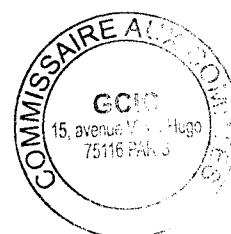


16. Engagements de retraite et avantages similaires

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Convention collective : CCN....	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	1%	1%
Taux d'actualisation	0.60%	1.57%
Taux de rotation du personnel	Moyen (C)/ Fort (NC)	Moyen (C)/ Fort (NC)
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	INSEE 2015-2017	INSEE 2018
Méthode de calcul retenue	Rétrospective	Rétrospective

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 177 983 euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 126 799 euros.



17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

ETAT DES DETTES	Dettes par échéance			
	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Concours bancaires courants				
Emprunts en crédit bail				
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	576 151	576 151		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 289 279	11 289 279		
Dettes fiscales et sociales	877 175	877 175		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	721 097	721 097		
TOTAL GENERAL	13 463 702	13 463 702		



18. Notes annexes sur les impôts différés

Preuve d'impôt consolidée

En EUR

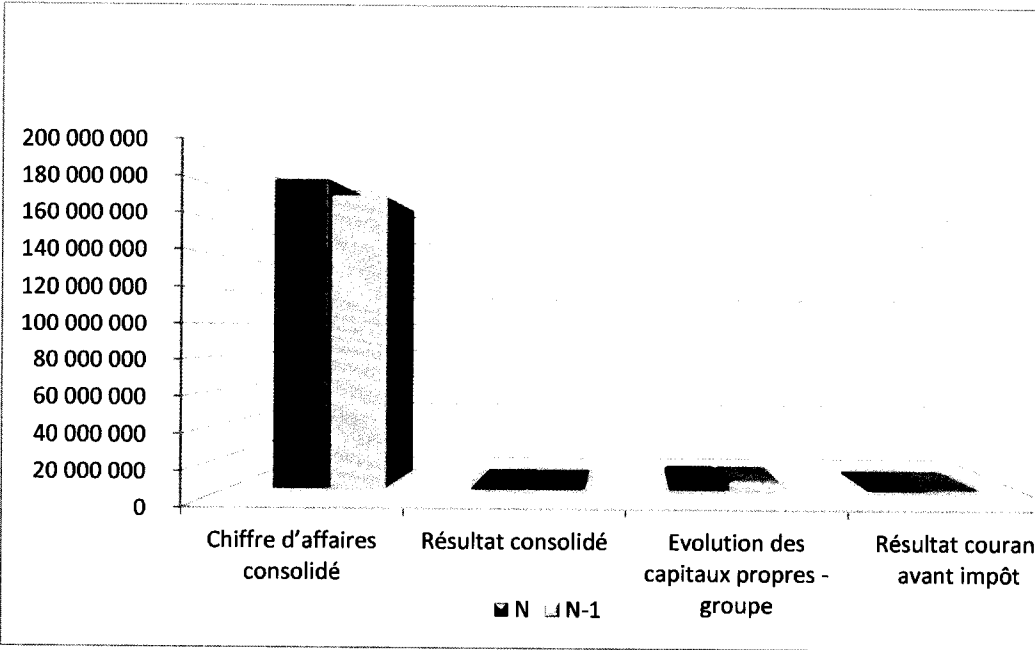
PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	10 340
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	10 340
Impôt exigible comptabilisé	90 350
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-10 806
Impôt différé distribution	
Impôt réel	79 544
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	89 884
IMPOT THEORIQUE ENTITE	25 167
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	54 377
ECART IMPOT THEORIQUE GROUPE IMPOT THEORIQUE ENTITE	
IMPOT THEORIQUE GROUPE	25 167
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	54 377
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	
SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER	54 377
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	54 377
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires : de l'exercice (Hors déficit)	
Ecarts temporaires : antérieur activé (Hors déficit)	
Ecarts temporaires : Ecart Tx standard - Tx différenciés	
Ecarts temporaires : Déficit exercice activés	
Ecarts temporaires : Déficit antérieurs activés	
Ecarts temporaires : Déficit écart Tx standard - Tx différencié	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	54 377
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	54 377



19. Chiffre d'affaires

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.
Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

Evolution des principaux agrégats consolidés



Agrégats consolidés	N	N-1
Chiffre d'affaires consolidé	189 183 648	179 175 717
Résultat consolidé	10 340	55 742
Evolution des capitaux propres - groupe	5 129 607	5 091 688
Résultat courant avant impôt	280 078	659 211

Le chiffre d'affaires consolidé a évolué de 5.59 % soit une augmentation de 10 007 931 €



20. Autres Informations

20.1 Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

20.2. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice concernant la certification des comptes s'élève à 54 746 euros HT.

20.3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

20.4. Transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.



Richard Capaul
[Signature]

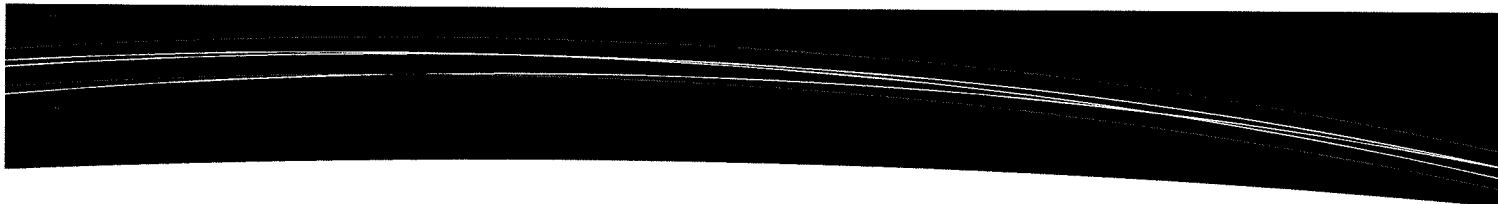
Rapport financier annuel
GROUPE 5 STRATEGIES
EXERCICE CLOS LE 31/12/2019

5 STRATEGIES

1. Table des matières

2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GROUPE.....	5
3. PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'EXERCICE.....	6
4. ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES	7
Bilan consolidé.....	8
Compte de résultat consolidé	9
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	10
5. PRINCIPES, REGLES ET METHODES DE CONSOLIDATION	11
1. Conventions comptables générales	11
2. Date de clôture de l'exercice.....	11
3. Utilisation d'estimations	11
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices.....	11
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées	11
6. Variation du périmètre de consolidation.....	12
Liste des entités consolidées.....	12
7. Ecart d'acquisition.....	12
8. Règles et méthodes comptables	13
9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill).....	15
10. Immobilisations corporelles et incorporelles	16
Immobilisations incorporelles	16
Immobilisations corporelles	17
11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	18
Immobilisations financières	18
Créances	19
13. Comptes de régularisation	20
Détail des comptes de régularisation.....	20
14. Variation des capitaux propres consolidés	21
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	21
15. Provisions.....	22
Provisions	22

Complément provisions	23
16. Engagements de retraite et avantages similaires.....	24
17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	25
Dettes par échéance.....	25
18. Notes annexes sur les impôts différés	26
Preuve d'impôt consolidée.....	26
19. Chiffre d'affaires	27
Evolution des principaux agrégats consolidés.....	27



2. Renseignements concernant l'activité du groupe

5 STRATEGIES a pour activité l'administration de ses filiales, ainsi que la gestion de ses titres de participations.

THALASSO N°1 exerce le métier de "tour operateur". A ce titre, elle effectue la production et la vente de séjours selon la formule du forfait intégrant le transport, l'hôtellerie et les transferts.

3. Principaux événements de l'exercice

L'exercice présenté est d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

L'exercice précédent était d'une durée identique.

La société est confrontée depuis le 15 mars 2020 à l'épidémie de COVID-19 qui touche la France et plus particulièrement aux mesures de confinement mises en place par le gouvernement français pour endiguer sa progression.

Ces mesures de confinement ont entraîné un arrêt brutal d'une partie de l'activité du fait de la suspension des vols internationaux et des restrictions de déplacements en France.

La société a mis en place toutes les mesures nécessaires afin de préserver tout d'abord la santé de ses salariés ainsi que sa santé financière. Les mesures immédiates suivantes ont ainsi été prises :

- Mise en place du télétravail dans tous les cas où cela est possible ;
- Mise en place d'un chômage partiel différencié par catégorie de personnel ;
- Souscription à un prêt garanti par l'Etat (PGE) à hauteur de 7 M€
- Report du paiement des charges sociales et de certains impôts dans le cadre des dispositifs mis en place pour les entreprises en France.

D'autres mesures pourraient suivre au cas où la crise perdurerait avec notamment (i) la recherche de reports de paiements avec nos principaux partenaires commerciaux et/ou (ii) l'obtention de facilités de trésorerie à court terme avec nos partenaires financiers / bancaires.

A la date d'arrêté des comptes, la société n'est pas en mesure de chiffrer précisément l'impact de la pandémie sur ses performances pour l'année 2020.

Sur la base du scénario de reprise d'activité sur juin 2020, d'un redémarrage progressif et compte tenu de l'obtention du PGE, les prévisions de flux de trésorerie projetés d'ici à fin décembre 2020 ne font pas apparaître d'insuffisances de trésorerie qui ne sauraient être résolues.

Dans ce contexte de crise COVID-19 et sur la base des éléments décrits ci avant, nous n'anticipons pas de sujet de continuité d'exploitation.

4. ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES

Bilan consolidé

Actif en EUR	31/12/2019	31/12/2018
Ecart d'acquisition	789 467	964 903
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	33 751	83 523
Immobilisations corporelles	155 744	163 989
Immobilisations financières	56 647	43 083
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	246 142	290 595
Stocks et en-cours		
Créances clients et comptes rattachés	40 704 510	27 890 355
Actifs d'impôts différés	54 066	35 504
Autres créances	5 100 841	6 609 752
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	4 873 273	4 586 516
Actif circulant	50 732 690	39 122 127
Comptes de régularisation	10 399 240	5 766 985
Total Actif	62 167 539	46 144 610
Passif	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	951 260	951 260
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	10
Ecart de réévaluation		
Réserves	4 167 997	4 084 676
Résultat Groupe	10 340	55 742
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	5 129 607	5 091 688
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	465 202	140 720
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 865 430	11 671 126
Dettes fiscales et sociales	877 175	931 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	721 097	496 486
Dettes	13 463 702	13 098 671
Comptes de régularisation	43 109 028	27 813 531
Total Passif	62 167 539	46 144 610

Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises		
Production vendue	189 183 648	179 175 717
Chiffre d'affaires	189 183 648	179 175 717
Production stockée		
Subventions d'exploitation		4 883
Reprises sur provisions	101 416	46 002
Autres produits	39 140	27 079
Produits d'exploitation	140 556	77 964
Achats et variations de stocks		
Autres achats et charges externes	182 195 312	172 707 330
Impôts et taxes	203 258	219 242
Charges de personnel	6 094 350	5 521 243
Dotations aux amortissements des immobilisations	125 301	105 060
Dotations aux provisions pour risques et charges	344 305	34 022
Autres provisions et charges d'exploitation	107 968	8 636
Charges d'exploitation	189 070 494	178 595 533
Résultat d'exploitation	253 710	658 148
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	42 839	29 012
Charges financières	16 471	27 949
Résultat financier	26 368	1 063
Résultat courant avant impôt	280 078	659 211
Produits exceptionnels	142 249	2 118 410
Charges exceptionnelles	157 007	2 506 301
Résultat exceptionnel	-14 758	-387 891
Impôt sur le résultat	79 544	40 142
Résultat des sociétés intégrées	185 776	231 178
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	175 436	175 436
Résultat d'ensemble consolidé	10 340	55 742
Résultat groupe	10 340	55 742
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	0	1
Résultat dilué par action	0	1

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	10 340	55 742
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	617 463	-1 814 765
Variation des impôts différés	-10 806	-3 496
Plus-values de cession, nettes d'impôt		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	616 997	-1 762 519
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-276 972	-1 522 541
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	340 025	-3 285 060
Acquisition d'immobilisations	-89 839	-4 393 878
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	8 991	6 354 794
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-80 848	1 960 916
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	27 579	
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	27 579	
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	286 756	-1 324 144
Trésorerie d'ouverture	4 586 516	5 910 660
Trésorerie de clôture	4 873 273	4 586 516

5. Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes annuels de l'exercice sont élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires françaises ainsi qu'aux pratiques généralement admises en France. En particulier, la société présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le plan comptable général tel que présenté par le règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 et complétés des règlements subséquents. L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2018 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique. La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2019 :

Liste des entités consolidées

Périmètre : **5STRATEGIES**

Entités	Forme	SIRET	31/12/2019		31/12/2018	
			Méthode	%	Méthode	%
5S – 5 STRATEGIES	SAS		IG	100.00	IG	100.00
TN1 – THALASSO N°1	SAS		IG	100.00	IG	100.00

Il n'y a pas eu de variation de périmètre sur l'exercice 2019.

7. Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué. Dans le Groupe, la durée d'amortissement des écarts d'acquisition amortis est comprise entre 10 et 20 ans, elle est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise acquise et son caractère stratégique ;
- dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti (c'est le cas notamment des écarts d'acquisitions représentatifs des fonds commerciaux – juridiquement protégés – non amortis dans les comptes sociaux) ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est affecté au groupe d'actifs au niveau duquel il est géré et ses performances suivies, c'est-à-dire dans le cas du Groupe, au niveau des secteurs d'activité de chaque pays dans lequel le Groupe exerce ses activités. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

8. Règles et méthodes comptables

8.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Les immobilisations incorporelles et corporelles produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production constitué des éléments suivants :

- Coût des matières consommées ;
- Charges directes de production (main d'oeuvre..) ;
- Frais généraux directement attribuables nécessaires pour préparer l'actif à être utilisé de la manière prévue ;
- Estimation des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel elles sont situées ;
- Les coûts d'emprunts relatifs à des actifs qualifiés sont comptabilisés à l'actif lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 ans
Installation générale et agencement divers	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

8.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

8.3. Créances clients et autres créances

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

8.4. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

8.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêt des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est

constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

8.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

8.7. Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme

Engagements de retraite

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés. La charge correspondante est enregistrée au cours de l'exercice du paiement effectif de l'indemnité.

Les droits acquis au titre des indemnités de départ à la retraite (IDR) de la société sont définis par la convention collective du Tourisme, Agence et voyages.

8.8. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

Ils peuvent comprendre par exemple :

- les plus-values ou moins-values de cession - ou les dépréciations - importantes et inhabituelles d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- certaines charges de restructuration : il s'agit uniquement des coûts de restructuration qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant, par leur caractère inhabituel et leur importance ;
- d'autres charges et produits d'exploitation tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

8.09. Application des méthodes préférentielles

Le Groupe applique, le cas échéant, toutes les méthodes préférentielles énoncées au § 300 du règlement CRC no 99-02.

8.10. Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

9. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Détenrice	Valeur brute	Amortissement			Valeur nette
		Début exercice	Dépréciation nette	Fin exercice	
Entreprise imputée	TNI				
SS	1 754 366	789 463	175 436	964 899	789 467
TOTAL	1 754 366	789 463	175 436	964 899	789 467

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de la quote-part des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition et inscrits au bilan à leur juste valeur.

L'écart d'acquisition des titres Thalasso s'élève à 1 754 366 Euros, il correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres de 1 904 383 Euros et l'évaluation de la quote-part des capitaux propres corrigés identifiés à la date du 31 décembre 2013 soit 150 017 Euros.

Il est amorti sur une période de 10 ans à partir du 27 juin 2014.

10. Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	1 754 366					1 754 366
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	288 934					288 934
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	169 628	2 138				171 766
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles brutes	458 562	2 138				460 700
Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	789 463	175 436				964 899
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	216 373	42 807				259 180
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	158 666	9 103				167 769
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	375 039	51 910				426 949
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	964 903	-175 436				789 467
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	72 561	-42 807				29 754
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	10 962	-6 965				3 997
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	83 523	-49 772				33 751

Immobilisations corporelles

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	455 141	65 146				520 287
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	455 141	65 146				520 287

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	291 152	73 391				364 543
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	291 152	73 391				364 543

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	163 989	-8 245				155 744
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	163 989	-8 245				155 744

11. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Immobilisations financières

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	43 083	22 555	8 991			56 647
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	43 083	22 555	8 991			56 647

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	43 083	22 555	8 991			56 647
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	43 083	22 555	8 991			56 647

Toutes les créances immobilisées ont une échéance supérieure à un an.

12. Clients et comptes rattachés, autres créances

Créances

En EUR

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	27 963 191	12 803 355	-62 036			40 704 510
Actifs d'impôts différés	35 504	18 562				54 066
Autres créances	6 609 752	361 798	-1 870 709			5 100 841
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs brutes	34 608 447	13 183 715	-1 932 745			45 859 417

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	72 836		-72 836			
Actifs d'impôts différés						
Autres créances						
Capital souscrit, appelé et non versé						
Provisions	72 836		-72 836			

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	27 890 355	12 803 355	10 800			40 704 510
Actifs d'impôts différés	35 504	18 562				54 066
Autres créances	6 609 752	361 798	-1 870 709			5 100 841
Capital souscrit, appelé et non versé						
Valeurs nettes	34 535 611	13 183 715	-1 859 909			45 859 417

13. Comptes de régularisation

Détail des comptes de régularisation

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
COMPTES DE REGULARISATION ACTIFS		
Charges constatées d'avance		
Autres charges constatées d'avance non détaillées	10 399 240	5 766 985
TOTAL	10 399 240	5 766 985
COMPTES DE REGULARISATION PASSIFS		
Produits constatés d'avance		
Autres produits constatés d'avance non détaillés	43 109 027	27 813 531
TOTAL	43 109 027	27 813 531

14. Variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2						
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		254 466	-254 466			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			55 742		55 742	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	951 260	4 084 686	55 742		5 091 688	
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		55 742	-55 742			
Distributions de dividendes						
Variation de capital		27 579			27 579	
Résultat N			10 340		10 340	
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	951 260	4 168 007	10 340		5 129 607	

15. Provisions

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES											
Provisions pour risques			16 468	44 047							-27 579
Provisions pour charges	126 800		344 305								471 105
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	126 800		360 773	44 047							443 526
Provisions sur frais d'établissement											
Prov. sur frais de recherche et développement											
Prov. sur cons., brevets et droits similaires											
Provisions dépréciation droit au bail											
Provisions dépréciation fond commercial											
Provisions sur autres immo. Incorporelles											
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours											
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES											
Provisions sur terrains											
Provisions sur terrains en crédit bail											
Provisions sur constructions											
Provisions sur constructions en crédit bail											
Provisions sur immobilisations corporelles en cours											
PROV. SUR IMMO CORPORELLES											
Provisions sur titres de participation											
Prov. pour cess.actifs nets en cours											
Provisions sur titres mis en équivalence											
Provisions sur créances rattachées											
Provisions sur autres titres immobilisés											
Provisions sur prêts											
Provisions sur autres immobilis. financières											
PROV. SUR IMMO FINANCIERES											
Provisions sur stocks matières premières											
Provisions sur en cours de biens											
Provisions sur en cours de services											
Provisions sur stocks produits finis											
Provisions sur stocks marchandises											
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS											
Prov. sur avances et aptes versés sur commandes											
Provisions sur comptes clients	72 836			72 836							
Provision dépréciation clients douteux											
Provisions sur autres créances											
Provisions charges constatées avan.											
Prov. sur valeurs mobilières de placement											
Provisions sur actions propres											
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	72 836			72 836							
TOTAL GENERAL	199 636		360 773	116 883							443 526

Complément provisions

Détail du poste ' Autres Provisions Réglementées '
--

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions gisements miniers, pétroliers											
Provisions pour investissement											
Provisions pour hausse des prix											
Provisions pour fluctuation des cours											
Amortissements dérogatoires											
Implantations étrangères avant 01/01/92											
Implantations étrangères après 01/01/92											
Provisions pour prêts d'installation											
Autres provisions réglementées											
AUTRES PROV. REGLEMENTEES											

Détail du poste ' Provisions pour Risques & Charges '

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Réévaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions pour litiges											
Prov. pour garanties données aux clients											
Provisions pour pertes sur marchés à terme											
Provisions pour amendes et pénalités											
Provisions pour pertes de change											
Autres provisions pour risques			16 468	44 047							
PROVISIONS POUR RISQUES			16 468	44 047							-27 579
Prov. pour pensions, obligations similaires											
Provisions pour impôts											
Provisions pour renouvellement des immobilisations											
Provisions pour grosses réparations											
Prov. charges soc. fisc. sur congés à payer											
Autres provisions pour charges	126 800		344 305								
PROVISIONS POUR CHARGES	126 800		344 305								471 105

16. Engagements de retraite et avantages similaires

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Convention collective : CCN....	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	1%	1%
Taux d'actualisation	0.60%	1.57%
Taux de rotation du personnel	Moyen (C) / Fort (NC)	Moyen (C) / Fort (NC)
Age de départ à la retraite	65-67 ans	65-67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	INSEE 2015-2017	INSEE 2018
Méthode de calcul retenue	Rétrospective	Rétrospective

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 177 983 euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 126 799 euros.

17. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant brut	Dettes par échéance		
		1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Concours bancaires courants				
Emprunts en crédit bail				
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	576 151	576 151		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 289 279	11 289 279		
Dettes fiscales et sociales	877 175	877 175		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	721 097	721 097		
TOTAL GENERAL	13 463 702	13 463 702		

18. Notes annexes sur les impôts différés

Preuve d'impôt consolidée

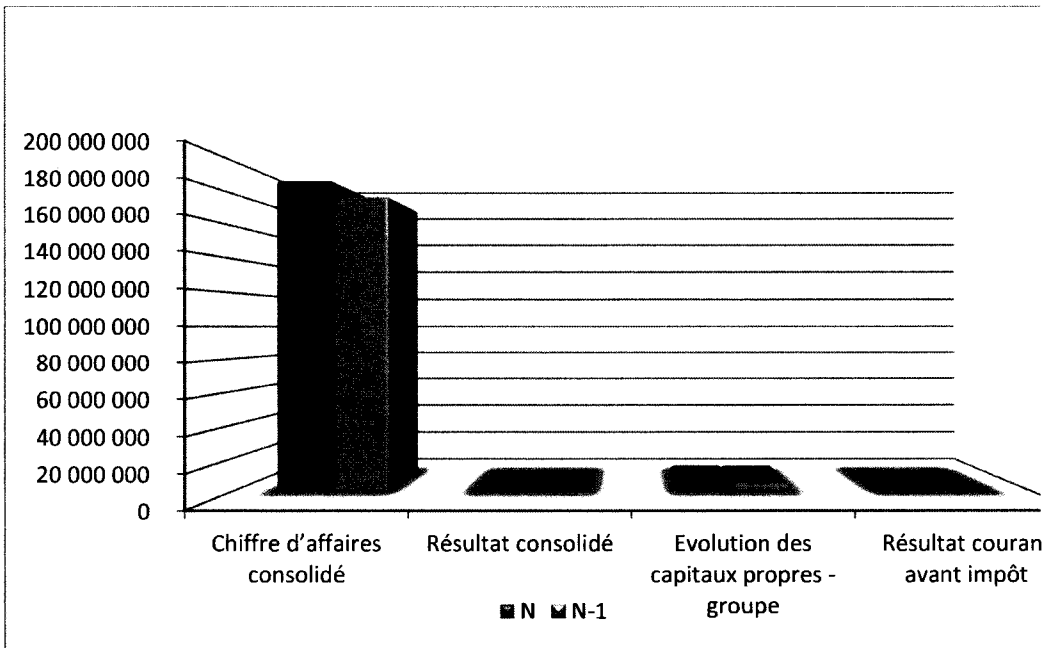
En EUR

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	10 340
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	10 340
Impôt exigible comptabilisé	90 350
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-10 806
Impôt différé distribution	
Impôt réel	79 544
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	89 884
IMPOT THEORIQUE ENTITE	25 167
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	54 377
ECART IMPOT THEORIQUE GROUPE IMPOT THEORIQUE ENTITE	
IMPOT THEORIQUE GROUPE	25 167
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	54 377
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	
SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER	54 377
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	54 377
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires : de l'exercice (Hors déficit)	
Ecarts temporaires : antérieur activé (Hors déficit)	
Ecarts temporaires : Ecart Tx standard - Tx différenciés	
Ecarts temporaires : Déficit exercice activés	
Ecarts temporaires : Déficit antérieurs activés	
Ecarts temporaires : Déficit écart Tx standard - Tx différencié	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	
Résultat sociétés transparente fiscalement	
Autres bases	
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	54 377
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	54 377

19. Chiffre d'affaires

Compte tenu des usages de la profession et afin de faciliter les comparaisons, les produits sont reconnus en fonction de la date de départ du voyage.
Le chiffre d'affaires est comptabilisé brut des commissions d'agences.

Evolution des principaux agrégats consolidés



Agrégats consolidés	N	N-1
Chiffre d'affaires consolidé	189 183 648	179 175 717
Résultat consolidé	10 340	55 742
Evolution des capitaux propres - groupe	5 129 607	5 091 688
Résultat courant avant impôt	280 078	659 211

Le chiffre d'affaires consolidé a évolué de 5.59 % soit une augmentation de 10 007 931 €

20. Autres Informations

20.1 Engagements hors-bilan

La filiale a des engagements auprès de ses fournisseurs hôteliers et des compagnies aériennes garantissant un nombre de place minimal sur des périodes définies. Cette information sur une pratique courante dans la profession et généralisée aux principaux fournisseurs est donnée à titre complémentaire sans pouvoir être quantifiée précisément.

20.2. Rémunérations des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice concernant la certification des comptes s'élève à 54 746 euros HT.

20.3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

20.4. Transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.